

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Un Budget 2017 de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) qui l'affaiblit

Malgré une augmentation de 850 Millions(Ms) (plus 3%) pour atteindre 26,75 Milliards (Mds), ce Budget aggrave la paupérisation de l'ESR. 200 Ms sont consommés rien que par l'inflation prévue et les 60 000 inscrits supplémentaires (équivalent de quatre universités moyennes).

Depuis 2009, le budget de l'ESR a baissé de 850 Ms en euros constant (cf. Cour des Comptes) alors même que le nombre d'étudiants n'a cessé d'augmenter (plus 260 000 depuis 2009). Pour rappel, sur 1 000 postes créés chaque année dans le sup, au moins 40 % ne sont pas pourvus et sont gelés pour utiliser leurs masses salariales afin de combler les déficits des universités. Les STAPS, SUAPS-GE et ESPE n'échappent pas à ce budget.

Nos syndicats de la FSU demandent, pour atteindre ne serait ce que les objectifs fixés par la StraNes (Stratégie Nationale de l'ES), une loi de programmation de l'ESR avec un financement en augmentation de 3,5 Mds d'euros par an pendant dix ans pour atteindre enfin 1 % du PIB pour la recherche publique et 2 % du PIB pour l'enseignement supérieur.

Un plan pluriannuel de créations d'emplois de fonctionnaires sur dix ans, pourvus à hauteur de 6 000 emplois par an (enseignants et enseignants chercheurs, BIATOSS) et pour résorber la précarité. (30 % des personnels enseignants, 40 % chez les personnels BIATOSS).

La loi LRU et l'austérité continuent structurellement à mettre en difficulté budgétaire nombre d'établissements et ont instillé une mise en concurrence dommageable aux personnels, à leurs conditions de travail et missions. C'est dans ce cadre que les capacités d'accueil (dont une des conséquences est le tirage au sort) et le débat sur la sélection, en particulier sur le master, dans le supérieur est relancé.

Il faut inverser ces logiques* destructrices et contraire à une véritable démocratisation de l'enseignement supérieur. Nous interpellons les candidats à l'élection présidentielle sur ces bases.

pascal.anger@snepsu.net

* La question des heures complémentaires devra être posée (30 % du volume d'enseignement)

DÉVELOPPEMENT DE LA PRATIQUE ET DE L'ENSEIGNEMENT DES APSA À L'UNIVERSITÉ, OÙ EN EST-ON ?

Le Ministère répond a minima par une charte du sport à l'université, mais qui devient un point d'appui face à des remises en question de la structure dans certaines universités, ou pour porter nos revendications. Cette charte affiche les rôles, les missions, le projet de développement des APSA et la place des SUAPS au sein des universités. Nous vous invitons à la lire, à vous en saisir et à la faire adopter dans vos universités, comme son article 8 le stipule. (lien sur la charte : <http://www.snepsu.net/superieur/suaps.php>).

Lire la suite de cet article à la rubrique SUAPS : http://www.snepsu.net/superieur/docs/20160621_Developpement_APSA.pdf

JEUNESSE ET SPORTS : les ministres présentent leurs vœux

Le ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, flanqué de ses 2 Secrétaires d'Etat (Sports et Ville), a réuni des « forces vives » du sport, de la jeunesse, de la ville et de la vie associative pour présenter le bilan de ses actions ces dernières années, mais également se projeter sur l'avenir. Le SNEP était présent et rend compte.

Thierry Braillard, Secrétaire d'Etat aux Sports :

- vœux orientés sur la promotion de la candidature de Paris à l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024, avec le film de présentation passé à Doha devant les Comités Nationaux Olympiques

- satisfecit concernant le bilan des jeux 2016, le ministre s'octroyant « en toute humilité » (sic) les médailles du Brésil ; ben voyons !
- long et lénifiant propos sur les mesures en faveur du sport, dans sa vision élitiste ou sociale en pansement de la pauvreté
- les agents Jeunesse et Sports ont été cités, une première depuis 2012 (et une dernière ?)

Hélène Geffroy, Secrétaire d'Etat à la Ville :

- discours généreux sur les banlieues visant à redonner de la dignité à ses habitants
- attitude peu respectueuse de certains invités qui ont, soit quitté la salle, soit discuté entre eux à ce moment là

Patrick Kanner, Ministre de la Ville de la Jeunesse et des Sports :

- remerciements à tous les participants, avec une mention aux organisations syndicales représentatives
- discours centré sur la jeunesse, avec un plébiscite au service civique qui est passé de 8 millions d'euros en 2010, à 390 millions en

2017 ; mais est-ce une avancée ? Nous en doutons

- discours ampoulé, post attentats et pro cohésion nationale, avec des idées dites progressistes, mais bien insuffisantes en fin de quinquennat

- conclusion aimable, où ce « socialiste » a fait une tirade marxiste sur l'égalité homme / femme

Au final, ces vœux se sont traduits par 3 discours de fin de règne, sous forme de satisfecits, polis, sans ambitions. Mais soyons rassurés, les 3 ministres ont dit qu'ils travailleraient jusqu'au bout... On en salive d'avance !

Face à ce manque de perspectives, aux attaques récurrentes sur les missions et métiers Jeunesse et Sports et au risque de disparition du ministère des sports (notamment par le regroupement annoncé des administrations centrales des ministères sociaux), le SNEP-FSU milite quant à lui pour une politique promouvant un TOUT AUTRE SPORT.

Pierre-Yves DORÉ